PF° 412

Organe du Comité de soutien à la révolution en Oman

N° 4 JUIN 1976 . BIMESTRIEL PRIX : 1 F

Une interview d'un responsable du Front populaire de libération d'Oman

« LES ARMEES ETRANGERES RESTENT, LA GUERRE CONTINUE »

EDITORIAL

MAIS OU EST DONC PASSEE LA REACTION ARABE ?

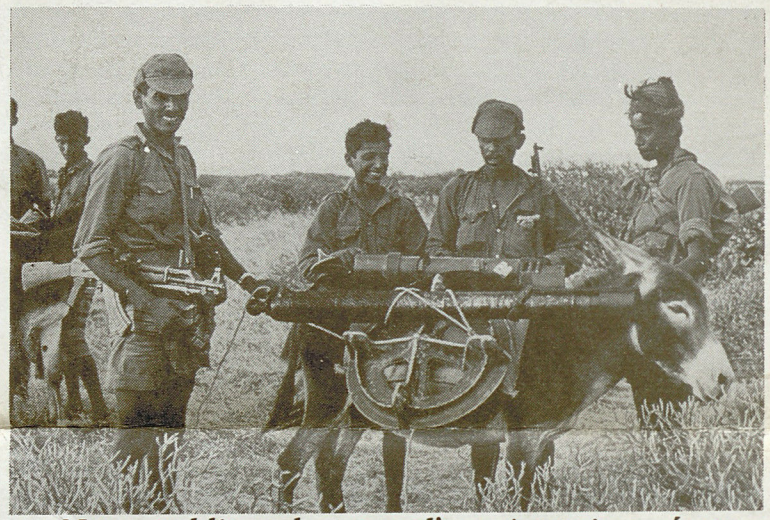
Sans porter pour l'instant de jugement sur tel ou tel processus de normalisation entre états du Proche-Orient, sans même tenter d'évaluer les avantages et les inconvénients pour le mouvement progressiste arabe des nouveaux ajustements diplomatiques il est possible de faire une constatation d'ordre global : les récents développements politiques vont dans le sens du statu quo, du maintien des régimes en place.

Mais plus que les aspects économiques, diplomatiques et même purement politiques, ce sont les implications idéologiques des accords qui suscitent l'inquiétude de nombre de révolutionnaires arabes. Par un jeu d'alliances, de compromis, de normalisations, les régimes réactionnaires ont réussi à neutraliser presque complètement l'expression des critiques qui étaient il y a trois ans encore couramment formulées contre eux par les organes officiels ou officieux des autres régimes.

« Où en sommes nous s'il faut aller jusqu'à Taïpeh, jusqu'à Prétoria ou jusqu'à Santiago pour rencontrer un régime réactionnaire ? » La remarque n'est pas excessive si l'on sait qu'il ne se trouve plus aujourd'hui d'état arabe pour dénoncer les régimes fascistes jordanien ou soudanais, les régimes autocratiques séoudien ou des émirats, le régime vendu égyptien (ou alors les critiques viennent de Syrie...), et, à l'exception du Yémen démocratique, le régime fantoche de Mascate. Le plus grave est sans doute que le régime expansionniste iranien ait pu se placer dans le peloton des « intouchables » malgré l'aveu publique et les manifestations violentes de ses visées hégémoniques sur le Golfe et la péninsule arabique. Même le dessein du Chah d'établir un « Pacte de sécurité du Golfe » sous la houlette iranienne ne rencontre que des oppositions mesurées et peu convaincues. Un tel pacte, fût-il dans un premier temps simplement « économique », légaliserait l'ordre impérialiste dans la région du Golfe.

Avant de justifier leurs silences - certains évoquent par exemple le caractère « tactique » des normalisations - les régimes arabes à caractère anti-impérialiste ne devraient-ils pas entamer, aux niveaux interne comme externe, des campagnes d'explication politique afin que leurs choix diplomatiques ne masquent pas aux yeux des peuples l'existence et les buts des forces et des régimes réactionnaires ? Ce n'est pas le cas pour l'instant et le risque est grand qu'à court terme les régimes réactionnaires réussissent à museler, directement ou indirectement, toute expression critique à leur égard, y compris celle des organisations révolutionnaires et progressistes d'opposition.

Et certains estiment que « les luttes de libération ayant été inexistantes ou de courte durée dans la plupart des pays de la région, on aboutirait à une « désidentification » générale de l'ennemi dont les conséquences démobilisatrices seraient lourdes pour le mouvement progressiste arabe dans son ensemble ».



Nous publions le texte d'une interview récemment accordée par un des responsables du Front populaire de libération d'Oman. Etant donné l'importance et la diversité des sujets abordés nous lui avons consacré l'essentiel de notre journal.

2 8 JUIN 1976

Quels sont les derniers développements de la situation en Oman et dans la région du Golfe ?

Ces développements sont de trois ordres : militaire, politique et diplomatique.

Au plan militaire, vous savez qu'une nouvelle campagne a été lancée par les forces étrangères en octobre dernier. En décembre 1974 déjà les anglo-iraniens avaient tenté, sans succès et au prix de pertes sensibles, d'isoler les zones libérées du Yémen démocratique et de détruire le potentiel militaire du Front dans ces zones. Lors de la dernière campagne, qui s'est étalée sur plus de trois mois, les forces iraniennes qui constituent le fer de lance des troupes ennemies ont occupé des positions nouvelles sur la frontière yéménite. Cela a été rendu possible par l'emploi de moyens sans précédent. Alors qu'une partie de nos troupes de la région ouest faisait face à des tentatives de percée depuis les grandes bases iraniennes de Manston d'Heroun et de la ligne Damavand, des forces aéroportées puissantes établissaient plusieurs nouveaux postes de la base de Sarfeit jusqu'à Darbat Ali, en territoire yéménite. Deux facteurs nouveaux ont grandement facilité les opérations ennemies : l'emploi lors de toutes les opérations de couvertures aériennes puissantes et les bombardements de la marine iranienne.

Actuellement les forces iraniennes ont réussi à établir de nouvelles positions dans le secteur Sarfeit-Damavand et sur la frontière yéménite.

Quelle est l'attitude yéménite à ce sujet ?

C'est une question que vous devez poser aux responsables yéménites. En tout cas il faut être conscient que les données du problème ne sont pas uniquement militaires. Lorsqu'en octobre dernier l'aviation et la marine iraniennes ont bombardé le Yémen démocratique jusqu'à 80 km de profondeur, il s'agissait d'un acte de

Bibliothèque de Sciences Po

guerre flagrant. Mais le plus signifiant est que l'attaque ait été annoncée officiellement par la presse et la radio de Téhéran.

Ce que le régime iranien aurait pu vouloir dissimuler - l'attaque d'un pays arabe par des forces iraniennes à plus de mille kilomètres de l'Iran - il l'a en quelque sorte proclamé ! Ce qui dans le contexte d'une solidarité interarabe normale appelerait des réponses unanimes et puissantes, le régime du chah, encouragé par la facilité avec laquelle il a réussi à s'acheter silences, complaisances et complicités, a cru pouvoir le revendiquer.

Et l'estimation s'est révélée juste. Munies des enregistrements de la radio de Téhéran, des délégations yéménites se sont rendues dans plusieurs capitales arabes pour chercher des appuis face à l'Iran. Les réponses ont été, sauf exception, surprenantes, même cyniques : « Pourquoi ne réglez-vous pas avant toute chose votre conflit avec le sultanat ? » ont conseillé plusieurs états. Le Yémen démocratique comme nous mêmes devons tenir compte de cette situation.

En ce qui concerne le Front par exemple... ?

Nous prenons en considération la possibilité d'une attaque iranienne sur le Yémen démocratique et l'incapacité du Yémen à s'y opposer.

Militairement... ?

Militairement, mais en fin de compte c'est une décision politique. Les pays voisins par exemple, ceux qui sont les plus concernés, n'apporteraient aucun soutien concret.

Quelles sont les conséquences de cette situation sur le terrain ? Vos forces au Dhofar sont-elles isolées ?

Les communications entre le Yémen et les zones libérées ne sont pas coupées, mais nous ne pouvons plus, comme à une époque, faire franchir la frontière à de grandes caravanes de ravitaillement. Remarquez toutefois que pendant les premières années de notre lutte, en fait jusqu'en 1969, nous n'avons pas dépendu de ravitaillement transitant par le Yémen. Et plus récemment, depuis l'intervention iranienne de 1973, les régions centrale et est précisément sont devenues peu à peu autosuffisantes. Les difficultés de ravitaillement externe ne peuvent être décisives pour la continuation de la lutte armée. Nos plus grandes unités sont maintenant scindées en petits groupes et réorganisées. Ces groupes reçoivent de la population de la nourriture. Ils se procurent en contrebande auprès des supplétifs de l'armée du sultan des produits de base, des armes et des munitions...

C'est justement pour empêcher la liaison entre vos forces et la population que les stratèges britanniques de la contre-guérilla tentent de rassembler la population rurale dans des centres de regroupement. Vos forces ne risquent-elles pas à long terme de se retrouver isolées ?

Vous abordez le problème de ce que nos ennemis appellent « la pacification ». Ils utilisent en effet pour attirer la population dans leurs « centres de regroupement » - nous disons camps de concentration - la tactique de la carotte et du bâton. La carotte c'est l'offre faite de recevoir facilités et gratifications pour rejoindre ces camps, le bâton c'est l'acharnement sur la personne et les moyens de subsistance de ceux qui s'y refusent. Il s'agit de réaliser le vieux rêve du sultan de « vider l'eau pour capturer le poisson ». Dans l'ensemble la population rurale refuse de rejoindre les camps, à l'exception de certains qui ont tout perdu et qui n'ont pas le choix et les regroupements de population actuels concernent principalement les anciens citadins qui avaient fui les villes pour échapper aux bombardements des Britanniques. Ceux-ci se sont tout d'abord satisfaits de la création de ces camps dans lesquels la population est logée, nourrie et rétribuée sans aucune contrepartie pour être mieux coupée du monde extérieur ; et où on essaye de l'utiliser comme force supplétive pour l'armée du sultan. Mais surgissent maintenant mécontentement et contradictions.

Ainsi le regroupement des supplétifs, les Firqats, a été réalisé selon les appartenances tribales. On ne compte plus actuellement les accrochages et quelquefois même les batailles entre différents groupes tribaux. Ces rivalités font le jeu des puissances d'occupation puisqu'elles divisent les Omanais et émoussent la conscience de l'identité nationale. Elles font aussi le nôtre, bien sûr, et les unités de Firqats n'ont jamais constitué une menace pour nos combattants. Les Britanniques eux-mêmes les trouvent « peu sûres » et ils confessent que leur action est « décevante ».

Qu'est-ce qui a changé sur le terrain depuis l'intervention iranienne ?

Cette intervention nous cause de nombreuses difficultés. Le déferlement d'une force colossale et barbare sur un territoire des dimensions du Dhofar ne va pas sans conséquences. Avant l'intervention l'essentiel des habitants du Dhofar vivait en sécurité dans les zones libérées selon des principes d'organisation démocratiques. Aujourd'hui la population rurale et nos combattants parmi elle font face à un ennemi qui peut bombarder tout point du territoire à tout moment et souvent même débarquer des troupes et boucler, quadriller, interroger, emprisonner. La relation de la population à l'ennemi est changée. Elle doit, comme nos unités, tenir compte des possibilités nouvelles de l'adversaire. La prudence est la règle, notre organisation a été refondue. C'est à ce prix que nous pouvons continuer à faire face aux troupes d'intervention. Les observateurs disposent d'un indicateur précieux pour estimer la dimension de l'affrontement en cours : c'est le niveau de la présence militaire étrangère. Cette présence n'a jamais été aussi massive. Puisque les armées étrangères restent la guerre continue.

Vous admettez que les troupes iraniennes ont conquis de nouvelles positions au Dhofar. Leur élan n'est-il pas irrésistible ?

Nos deux atouts principaux demeurent le soutien de notre peuple et la préservation de notre potentiel militaire et humain. On ne peut juger une guerre de libération avec les mêmes critères qu'une guerre classique, en mesurant l'avancée ou le recul d'un front de bataille par exemple. Faut-il rappeler les exemples historiques, en particulier récents, où il s'est avéré hasardeux de mesurer le succès de forces contre-révolutionnaires aux fluctuations de la population et du territoire qu'elles contrôlent ? Et il ne faut pas perdre de vue que si c'est au Dhofar que le conflit en cours trouve son expression la plus violente, dans le reste d'Oman l'enjeu n'est pas moindre.

Les forces étrangères y consolident leur présence et des déclarations officielles ont confirmé le maintien des troupes iraniennes, y compris dans leurs bases du nord du pays. C'est là l'expression d'une politique iranienne globale pour

laquelle Oman ne constitue qu'une étape, une tête de pont pour contrôler la péninsule arabique. Cette politique a des conséquences visibles. Elle crée des mutations de première importance.

Quel genre de mutations ?

Les structures de pouvoir omanaises par exemple n'existent pratiquement plus. Au niveau local ou régional il n'y a plus d'autorité autre que celle de quelques centaines de commissions mixte anglo-iraniennes qui dépendent en dernier ressort du Conseil national de sécurité du sultanat, organisme dont la majorité des membres sont des officiers étrangers. Tout est fait pour affaiblir l'autorité de ceux qui sont considérés, à un titre ou à un autre, comme des nationalistes de tradition. Nombre de chefs de tribu d'Oman intérieur et d'anciens partisans de l'Imam ont été nommés à des postes à Mascate où ils ne représentent plus qu'eux-mêmes. Mais ils peuvent alors recevoir une part du gâteau national en prélevant des commissions sur les projets qui leur passent entre les mains. D'une manière plus générale, on peut dire que la corruption et le trafic d'influence atteignent tous les niveaux de l'administration du plus petit fonctionnaire jusqu'au sultan. Cela permet d'élargir un peu la base sociale du régime mais rend

impossible la mise sur pied d'un programme de réformes qui puisse constituer une réponse adéquate au mouvement de libération. L'impossibilité est financière et surtout politique : le favoritisme (chaque ministre introduit sa tribu dans son administration) et l'individualisme empêchent la définition d'une politique.

La répression dans le sultanat est massive. Huit cents prisonniers politiques sont détenus dans des conditions misérables. Certains sont torturés, d'autres exécutés. Dans les exploitations pétrolières et les chantiers des entreprises étrangères, les revendications pour l'amélioration des conditions de travail sont traitées comme des tentatives de subversion et relèvent directement des services de sécurité. Ces services sont dirigés par des experts britanniques, jordaniens et, depuis que la Savak a son propre appareil dans le pays, iraniens. La mainmise iranienne sur Oman n'est pas uniquement militaire et policière. La politique étrangère du sultanat est maintenant alignée sur celle de Téhéran. Au début de l'année, la création d'une « Agence de presse du Golfe arabique » a suscité des réactions menaçantes de la part du régime iranien. Le ministre des Affaires étrangères Zawawi s'est immédiatement rendu à Téhéran pour expliquer que les responsables de l'initiative devaient être cherchés ailleurs que dans le sultanat. A en croire le chah, les troupes iraniennes stationnent en Oman « à la demande du sultan ». Que penser de ces déclarations quand il devient clair que le sultan est en fait inféodé au régime iranien ?

L'« iranisation » du pays va d'ailleurs bon train. Les étudiants n'ont plus la possibilité d'étudier dans les pays arabes de leur choix. Nombre d'entre eux sont envoyés dans une université spéciale, à Chiraz. Les bulletins d'information commencent régulièrement avec des actualités iraniennes. Les programmes scolaires même ont été modifiés pour « gommer » des manuels d'histoire toute mention des invasions persanes du pays.

Les mutations se produisent au niveau des structures du pouvoir. Elles sont aussi sociales...

Oui, les anciennes structures sociales disparaissent peu à peu et de nouvelles surgissent. L'établissement de ces nouvelles structures et la polarisation des forces patriotiques nouvelles vont de pair. Politiquement les masses populaires éprouvent le besoin de résistance. Mais nous avançons prudemment dans l'organisation de cette résistance pour ne pas répéter nos erreurs passées dans ce domaine. Trois facteurs facilitent notre action en Oman du nord : la banqueroute politique du régime, notre expérience et la prise de conscience révolutionnaire de la population.

Que pensez-vous des récents rapprochements diplomatiques entre certains états de la région ?

Tout d'abord nous n'avons pas de position de principe contre la normalisation de relations entre états, nous n'en avons pas le droit. Des normalisations ont eu lieu entre l'Irak et l'Iran, l'Irak et l'Arabie séoudite, le Yémen démocratique et l'Arabie séoudite. Dans le premier cas nous pensons que le régime iranien a pu utiliser l'accord conclu pour renforcer sa pression sur nous. Dans le dernier cas nous disons que l'établissement de relations avec l'Arabie séoudite doit être accompagné d'une grande vigilance au niveau intérieur pour que le peuple yéménite soit informé des différences entre les deux régimes. L'Arabie séoudite n'établit pas de relations pour le bénéfice du régime yéménite et celui-ci doit demeurer sur ses gardes. Nous disons aussi que l'établissement de telles relations ne doit pas influencer l'attitude du Yémen démocratique envers la révolution en Oman et les autres mouvements révolutionnaires.

Pensez vous que le Yémen démocratique fasse preuve d'un certain « manque de vigilance » actuellement ?

L'accord a été annoncé par un communiqué laconique et depuis nous n'avons noté aucune campagne publique d'explication. Ni à l'intérieur du pays ni à l'extérieur, auprès de tous ceux pour qui le Yémen démocratique représente un symbole et un exemple dont le poids va bien au delà de son importance en tant qu'état. Il faudrait couper court à toutes les rumeurs qui courent sur l'accord et qui sont préjudiciables au Yémen démocratique.

Quels sont les aspects positifs de l'accord ?

Il permet de geler un front et de concentrer les efforts contre l'agression iranienne. Une meilleure stabilité interne peut aussi faciliter la réalisation du plan quinquennal.

Les autorités yéménites imposent-elles maintenant des limitations à votre activité ?

Nous devons de nous même prendre en considération ces nouvelles relations si nous voulons conserver de bons rapports avec les autorités yéménites.

Pensez vous que l'Arabie puisse jouer un quelconque rôle d'opposition face à l'Iran ?

Il existe des contradictions entre l'Iran et l'Arabie séoudite qui essaye de créer un bloc d'alliances capable de s'opposer aux prétentions hégémoniques iraniennes sur des états qu'elle voudrait elle même dominer. Mais pour ne donner à l'Iran aucun prétexte à intervenir l'Arabie séoudite redouble d'efforts pour liquider les mouvements nationaux et progressistes dans la péninsule et former un bloc réactionnaire homogène soumis à sa tutelle. Mais elle n'est pas prête à entrer en conflit ouvert avec l'Iran. Il y a néanmoins actuellement une lutte de tendance au sein de la famille des Séoud sur ce sujet. Nous la suivons avec attention.

En dernier ressort l'objet de la compétition entre les deux régimes est la défense des intérêts des Etats-Unis qui, stimulent les achats d'armes de leurs protégés pour que ceux-ci soient à même d'imposer le moment venu une solution américaine au conflit israélo-arabe.

SUR LE FRONT MILITAIRE

● La presse de Téhéran a mentionné la disparition d'une partie des soldats officiers iraniens morts en opération au Dhofar. Selon « Le Monde » du 16 mars dernier, « Vingt-cinq officiers et 186 sous-officiers et hommes de troupe des forces armées iraniennes ont trouvé la mort au cours des douze derniers mois dans des circonstances non précisées. Selon la presse de Téhéran, 8 officiers et 54 sous-officiers et soldats sont « morts au champ d'honneur », et 17 officiers et 132 sous-officiers et soldats sont morts « dans l'accomplissement de leur mission ». Il s'agit vraisemblablement des pertes subies par l'armée au Dhofar, dans le sultanat d'Oman. Un corps expéditionnaire comprenant des unitées terrestres, héliportées et navales, y combat les maquisards du Front populaire de libération d'Oman depuis près de trois ans. »

● Un véhicule blindé « Salaheddin » a été détruit fin avril sur la route reliant la grande base iranienne de Thamrit et le centre de Rashna, dans la région centrale. Le communiqué militaire qui annonce la nouvelle précise que le véhicule a explosé sur une mine anti-char et que tous ses occupants ont été mis hors de combat.

● Dans un communiqué publié le 12 mai le FPLO annonce qu'une de ses unités a attaqué le 30 avril le centre de Qirdhit. Le centre a subi des dommages importants, six positions ennemies ont été détruites et 8 soldats étrangers et mercenaires mis hors de combat. Les révolutionnaires n'ont subi aucune perte.

● Coup de boutoir contre la base de Sarfeit. Samedi 17 avril des combattants de l'Armée populaire de libération (région ouest) ont lancé une attaque contre la grande base anglo-iranienne de Sarfeit, établie depuis 1971 au cœur des régions libérées, à quelques kilomètres de la côte, non loin de la frontière du Yémen démocratique. Le feu des révolutionnaires s'est concentré sur les zones « Sarfeit-sud » et « Aghazal ». A l'issue de deux heures de combat au cours desquelles une tentative ennemie de ravitaillement par hélicoptère des positions attaquées devait échouer, les pertes adverses s'élevaient à 18 soldats tués ou blessés. 16 positions défensives furent complètement détruites lors de l'attaque.

Pour recevoir la liste du matériel diffusé par le comité et le tarif des abonnements à OMAN EN LUTTE
(pour la France, prix de l'abonnement pli ouvert : 30 francs)
écrire au **Comité de soutien à la révolution en Oman**
B.P. nº 20. 75661 PARIS CEDEX 14. CCP 213150 PARIS.
Pour prendre contact avec l'Association médicale franco-omanie qui collecte des médicaments pour le Croissant rouge omani, écrire à l'A.M.F.O., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 PARIS.

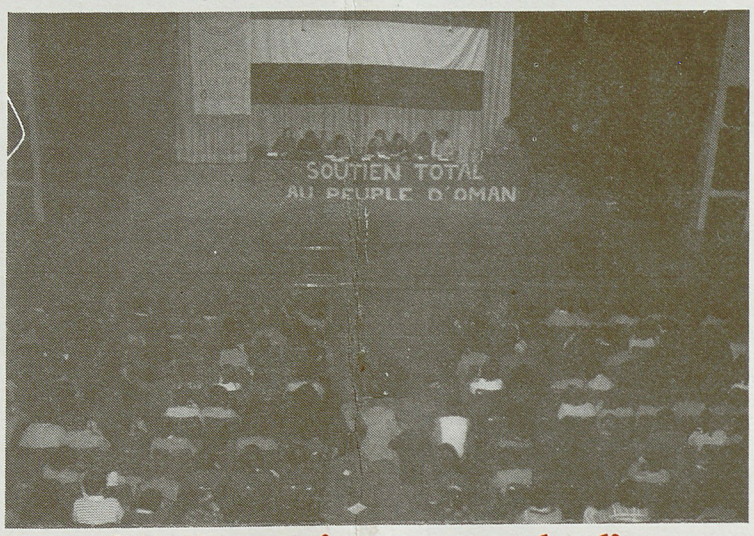
Bibliothèque de Sciences Po

Le 14 mars dernier le Comité a organisé dans la grande salle de la Mutualité à Paris un meeting de soutien au peuple d'Oman à l'occasion de la semaine internationale de solidarité avec les peuples du Golfe et de la péninsule arabique.

Le mouvement de soutien au peuple d'Oman qui en France était encore inexistant il y a quelques années a connu un essor sensible. Comme a pu le noter un orateur, une réunion publique semblable n'avait rassemblé que 70 personnes en mars 1974. L'an dernier le meeting organisé par le Comité avait réuni 400 participants et cette année c'est près de 2000 personnes qui ont pris part dans une atmosphère chaleureuse au meeting de la Mutualité.

Le succès du meeting est d'autant plus appréciable que plusieurs organisations françaises et arabes n'ont pas pris pour des raisons diverses la part escomptée dans sa préparation. Et malgré ses dimensions et ses enjeux la guerre d'Oman n'a pas la faveur de la grande presse française, ce qui a des répercussions dans l'attitude de l'opinion publique progressite et même des militants anti-impérialistes.

Nous avons eu le souci de replacer la lutte du peuple d'Oman dans son cadre régional. Aux côtés d'un représentant du Front populaire de libération d'Oman se trouvaient les représentants en France de l'Organisation de libération de la Palestine et du Front de libération de l'Erythrée (F.L.P.). Des



meeting de soutien au peuple d'oman

messages ont été lus, adressés par l'Organisation des combattants du peuple iranien et par l'Organisation des commandos du peuple iranien. Le Front Polisario avait aussi fait parvenir un message.

Après avoir évoqué la mémoire de Jean-Pierre Viennot *« qui a donné sa vie pour la cause de l'homme arabe, pour la cause de l'homme omanais, pour la cause de la libération des peuples »*, le représentant du FPLO a souligné l'importance du conflit en cours au Liban pour l'ensemble du mouvement progressiste arabe.

« Le soldat libanais, a-t-il déclaré, *avait pris l'habitude de n'être qu'un exécutant. Aujourd'hui il discute, s'explique et dialogue avec la population. C'est un signe que la révolution se renforce face à l'appareil de répression. Quelles que soient les difficultés rencontrées, les divisions qu'on tente de lui imposer, la révolution arabe va de l'avant sous l'impulsion de la révolution palestinienne, de la révolution omanaise, de la révolution érythréenne, de la lutte armée du mouvement patriotique libanais et des masses arabes là où elles se trouvent. Malgré la mobilisation par l'impérialisme de tous ses moyens le peuple arabe montre et montrera encore qu'il est prêt à tout sacrifice pour la libération de la terre et de l'homme. Le Moyen-Orient est la région du globe où se trouvent concentrés les principaux intérêts de l'impérialisme. Dans le golfe et la péninsule arabiques la révolution vise à libérer une terre qui renferme les deux tiers des réserves mondiales de pétrole. Dans ces conditions il est illusoire de tenter de se gagner les faveurs de l'impérialisme et inutile d'entreprendre une compétition avec l'état sioniste israélien pour la sauvegarde des intérêts américains. Il n'y a aucun terrain d'entente ou de rencontre possible. Tous ceux qui prétendent que l'impérialisme américain pourrait jouer un rôle positif dans l'établissement d'une paix dans la région doivent être dénoncés. C'est sur ces personnes, sur ces régimes que compte justement l'impérialisme pour réprimer les mouvements de libération car depuis l'expérience américaine au Viêt-nam, Washington n'ose plus engager directement ses armées.*

Au Viêt-nam une lutte exemplaire de plus de trente ans a permis de chasser l'impérialisme, de détruire le régime fantoche qu'il avait mis en place et d'établir le pouvoir souverain du peuple viêtnamien sur sa terre. Notre lutte aussi prendra des années et peut-être des dizaines d'années. Cette estimation ne relève d'aucun pessimisme de notre part car notre peuple est convaincu que sa victoire est inéluctable et il est prêt à avancer tous les sacrifices pour l'obtenir. Mais une chose maintenant est certaine : dans ce combat nous ne sommes pas seuls. Les progressistes en Iran même, aux Etats-Unis et ailleurs soutiennent notre lutte. Cela aussi fait que notre peuple et notre révolution vont de l'avant, cela aussi constitue une source indéfectible de foi pour nous. Nos combattants, quand ils voient arriver les médicaments qui soignent nos blessés, quand ils voient arriver le lait qui nourrit les enfants de nos martyrs, quand ils voient arriver les cahiers qui servent pour la campagne d'alphabétisation menée par notre révolution, mesurent la portée du geste que l'homme de la rue fait dans les autres pays sans se rendre compte peut être de toute l'importance qu'il peut revêtir. Nous vous assurons que cette importance est énorme et que le travail qui est réalisé par les comités de soutien et tous les gestes de solidarité qui sont faits en faveur de notre révolution sont une partie intégrante de la lutte que mène notre peuple contre ses ennemis.(...) ».

conférence des mouvements progressistes de la péninsule

Une conférence, la première du genre, a récemment réuni les organisations progressistes de Bahrein, de Koweït et d'Oman.

Les différents mouvements au sein de chaque état désiraient réaliser leur unité au niveau local préalablement à la tenue de la conférence mais les récents développements diplomatiques dans la région et les manifestations hégémoniques du régime iranien les ont conduits à se réunir au plus vite. La conférence a condamné le projet de « pacte de sécurité du Golfe » préparé actuellement par le régime du Chah et appelé les régimes progressistes de la région à souscrire au programme politique qui a été adopté. Ce programme appelle à la mobilisation face à l'expansionisme iranien et au soutien des forces démocratiques qui luttent au sein des états réactionnaires de la péninsule et du golfe.

les paiements de la British Petroleum

L'état britannique a versé par l'intermédiaire de la British Petroleum (BP) qu'il contrôle à 70 % 800.000 livres sterling aux partis de droite italiens. Le fait a été admis publiquement dans un communiqué de la compagnie. Celle-ci a aussi reconnu avoir versé des contributions semblables à des partis politiques de six autres pays. Pour rassurer les Britanniques, la compagnie a déclaré qu'elle n'avait pas effectué de versements en Grande-Bretagne même...

Si les gouvernements travaillistes ont si peu de scrupules à violer les principes de non-ingérence en Italie, comment pourraient-ils en avoir à Oman ?

corruption : la 3e ponction

La Grande-Bretagne, qui contrôle par l'intermédiaire de la Shell la Petroleum Development of Oman (PDO), envoie dans le pays, en contrepartie du pétrole qu'elle y prélève, son armée régulière et ses fonctionnaires spécialistes en « pacification ». Cela pour assurer le maintien de sa présence.

La dynastie corrompue des Al-Bou Saïd et ses clients et courtisans prélèvent une part du magot en gage de leur collaboration. La troisième composante du pillage c'est l'industrie privée civile et militaire britannique et ses courtiers qui l'opèrent. Ceux-ci sont d'autant plus gourmands qu'ils sont mieux placés pour arracher les contrats. Un lieutenant-colonel du nom Randel, qui en 1973 avait été envoyé en Oman comme expert militaire, a été récemment arrêté en Grande-Bretagne.

Il avait acquis une position intéressante dans le genre : il travaillait à la fois pour le gouvernement britannique (en tant qu'officier de sa majesté la reine), pour le régime de Mascate (en tant qu'officier détaché auprès de sa majesté le sultan) et pour des firmes britanniques (en tant qu'agent rétribué)...

un appel pour Oman

A l'initiative du Comité de soutien à la révolution en Oman un appel est soumis à l'approbation de tous les anti-impérialistes en France. Le texte de l'appel expose la réalité de l'occupation d'Oman et exige « le départ immédiat de toutes les troupes étrangères présentes dans le pays et le démantèlement de leurs bases militaires ». Les signatures doivent être adressées à l'adresse du Comite ainsi que les participations financières éventuelles à la publication de l'appel dans la presse. Le texte complet de l'appel est adressé sur simple demande.

OMAN EN LUTTE, Direct. Pub. : M. Pellas.
Commission paritaire n° 57583 - Dépôt légal 2e trimestre 1976.
Impression GERMINAL 824-43-30.

Bibliothèque de Sciences Po

» La sécurité de l'Europe n'est qu'un vain mot sans la stabilité et la sécurité dans le Golfe persique. L'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le Golfe comme faisant partie de leur sécurité et pourtant ils ne sont pas en mesure de garantir cette sécurité. C'EST POURQUOI NOUS LE FAISONS POUR EUX...

(Interview du Chah à « Newsweek », 21.5.73)

« Si la Grande-Bretagne se retirait d'Oman, ce serait une catastrophe ». « Le pays aurait des difficultés énormes à se diriger lui-même. Les forces armées se désagrégeraient ». « L'engagement en Oman est profitable à la Grande-Bretagne. A la fois parce que le sultan rétribue généreusement le gouvernement britannique pour le détachement d'officiers et parce que l'influence britannique assure des conditions favorables aux firmes britanniques ». « C'est le seul endroit au monde où vous pouvez mener une guerre comme celle-ci, une guerre à grande échelle où peuvent être utilisées toutes les variétés d'armes ».

(interview du général Kenneth Perkins, commandant en chef britannique en Oman, au « Times » de Londres, 18.12.75)

APPEL POUR OMAN

Depuis le 9 juin 1965 le peuple d'Oman combat les armes à la main pour libérer son pays du régime esclavagiste d'une dynastie de sultans corrompus qui sert depuis le XIXe siècle de paravent à la domination coloniale britannique.

Les révolutionnaires du Front populaire de libération d'Oman veulent abattre l'oppression féodale, se libérer de l'occupation des armées étrangères, dénoncer les traités inégaux qui lient le pays aux puissances tutrices, établir un régime national et démocratique. Ils ont créé dans les zones libérées du Dhofar les bases d'une organisation sociale qui constitue un exemple original pour les peuples de la région.

Une coalition gigantesque s'est constituée pour tenter d'écraser la révolution omanaise. Elle comprend :

- l'impérialisme britannique qui finance son engagement militaire avec les richesses minérales d'Oman – principalement pétrolières. Le commandant en chef nommé par Londres à la tête d'une armée de mercenaires, l'armée du sultan, a sous ses ordres plus de 1 500 soldats et officiers britanniques.
- le régime expansionniste du Chah qui a été appelé en 1973 à la rescousse des Britanniques en difficulté. Un contingent expéditionnaire iranien dont l'effectif peut être estimé à plus de 20 000 soldats quadrille actuellement Oman et constitue, au Dhofar, le fer de lance des offensives menées contre les zones libérées.
- la Jordanie de Hussein qui a envoyé un corps expéditionnaire combattant et fournit des experts pour les services de sécurité, la police, la diplomatie et les services de propagande du sultan
- le Pakistan qui fournit chaque année plusieurs centaines de mercenaires pour constituer des unités spéciales. C'est aussi parmi les mercenaires baloutches pakistanais que sont recrutés la plupart des sous officiers de l'armée « omanaise » du sultan
- de nombreux pilotes, « vétérans » et autres experts en pacification recrutés à grand renfort de placards publicitaires d'Australie aux Etats-Unis en passant par l'Afrique du Sud.

En sept ans, les effectifs des forces engagées contre les révolutionnaires ont été décuplés, les moyens centuplés. Contrairement aux prévisions des observateurs qui sous-estiment souvent les ressources d'une guerre populaire, les révolutionnaires, – « quelques centaines de sauvages illettrés » comme les avait appelés le Chah – mettent en échec les contingents chargés de les exterminer et conservent simultanément l'initiative sur le terrain et un potentiel militaire intact. Trente trois avions et hélicoptère britanniques et iraniens ont été abattus en moins de cinq mois et la guerre d'Oman est devenue un des affrontements les plus violents entre les puissances impérialistes et les peuples qu'elles oppriment. Un conflit dont bien peu ont envie de parler et que la grande presse ignore généralement comme elle ignore l'ampleur de la répresion qui sévit dans le sultanat. Pourtant, de la torture à l'esclavage, du droit d'expression au droit de circulation, le régime colonial viole scrupuleusement les trente articles de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, sans exception.

Bibliothèque de Sciences Po

En France, en Europe, dans le monde, la solidarité politique et matérielle avec le peuple d'Oman se développe activement. Elle constitue maintenant un atout important pour la lutte d'un peuple dont les ennemis voudraient nier l'existence et une donnée fondamentale du conflit en cours.

A Oman, face aux combattants du Front de Libération, plus d'un soldat sur deux est un étranger. Les bases britanniques et iraniennes parsèment le pays. Des intérêts étrangers contrôlent le pétrole, les banques, les investissements, le commerce extérieur. Les conseillers étrangers du sultan agissent comme des ministres. Ils sont britanniques, australiens, égyptiens. Les diplomates sont égyptiens, tunisiens ou libanais.

En fait le sultanat d'Oman n'est pas un état indépendant. C'est une base militaire impérialiste dans la région des grands intérêts pétroliers.

Fermement hostiles à toute forme d'occupation coloniale, de domination impérialiste, nous, soussignés, exigeons le départ immédiat de toutes les troupes étrangères présentes en Oman et le démantèlement de leurs bases militaires.

NOM	PROFESSION	SIGNATURE

Les signatures doivent parvenir au Comité de Soutien à la Révolution en Oman, Boite Postale N° 20, 75 661 PARIS CEDEX 14 - CCP 213 150 PARIS, ou au stand du Comité.

Imp. IPCC Paris

Bibliothèque de Sciences Po

OMAN en lutte

Organe du Comité de soutien à la révolution en Oman

PRIX: 0,50F

JUIN 1976. SUPPLEMENT A « OMAN EN LUTTE » N° 4

ARMEES ETRANGERES HORS D'OMAN !

Depuis le 9 juin 1956 le peuple d'Oman combat les armes à la main pour libérer son pays du régime esclavagiste d'une dynastie de sultans corrompus qui sert depuis le XIXe siècle de paravent à la domination coloniale britannique.

Les révolutionnaires du Front populaire de libération d'Oman veulent abattre l'oppression féodale, se libérer de l'occupation des armées étrangères, dénoncer les traités inégaux qui lient le pays aux puissances tutrices, établir un régime national et démocratique. Ils ont créé dans les zones libérées du Dhofar les bases d'une organisation sociale qui constitue un exemple original pour les peuples de la région.

La botte étrangère

« Quelques centaines de sauvages » selon le chah, « une cinquantaine de combattants aux abois » selon le sultan (qui avait déclaré en 1972 qu'il ne restait plus que 5 guerilleros avec un mortier !), à qui se fier pour avoir une idée de la dimension du conflit en cours ? Le plus simple est encore de dresser la liste des forces qui tentent de venir à bout du FPLO.

Outre l'armée de mercenaires du sultan qui compte 16 000 hommes et engloutit l'essentiel du budget de 1250 millions de dollars, ces forces comprennent :

- Un contingent expéditionnaire de 20 000 soldats des forces armées impériales d'Iran. Le Dhofar fournit un terrain de choix pour tester le nouvel armement américain.
- Plus de 150 officiers britanniques prêtés par Londres parmi lesquels le commandant en chef et l'état-major de l'armée « du sultan ». Plus de 100 pilotes de la RAF qui volent sous les couleurs du sultan. Plus de 1000 agents et experts techniques en service dans les bases britanniques de Salalah et de Masirah. Plus de 150 membres du Special Air Service Regiment servant d'instructeurs. Plus de 300 anciens militaires britanniques engagés comme mercenaires.
- Environ 2000 soldats et officiers pakistanais.
- Un groupe d'instructeurs de la marine indienne.
- Des garnisons de la Fédération des émirats.
- Un détachement d'officiers de renseignements, un bataillon, des unités du Génie et des forces spéciales jordaniennes.
- De nombreux pilotes, « vétérans » et autres experts en pacification recrutés à grand renfort de placards publicitaires d'Australie aux Etats-Unis en passant par l'Afrique duSud.

Pourquoi une si gigantesque coalition s'acharne-t-elle sur un petit peuple d'un million d'âmes ? Oman est riche en pétrole et occupe une position stratégique en bordure de l'Océan Indien ; c'est le verrou du Golfe : toutes les trente minutes un pétrolier franchit le détroit d'Hormouz. La lutte des révolutionnaires omanais ne représente pas seulement une menace directe pour les intérêts économiques des grands états capitalistes, elle offre aussi un exemple original aux peuples arabes et iranien.

Oman est devenu un des premiers champs de l'affrontement armé entre les forces de l'impérialisme et les peuples qu'elles oppriment. Cela ne fait que renforcer l'importance des tâches de tous ceux qui soutiennent un peuple héroïque qui souffre et qui se bat.

« La sécurité de l'Europe n'est qu'un vain mot sans la stabilité et la sécurité dans le Golfe persique. L'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le Golfe comme faisant partie de leur sécurité et pourtant ils ne sont pas en mesure de garantir cette sécurité. C'EST POURQUOI NOUS LE FAISONS POUR EUX... »

(Interview du Chah à « Newsweek », 21.5.73)

« Si la Grande-Bretagne se retirait d'Oman, ce serait une catastrophe ». « Le pays aurait des difficultés énormes à se diriger lui-même. Les forces armées se désagrégeraient ». « L'engagement en Oman est profitable à la Grande-Bretagne. A la fois parce que le sultan rétribue généreusement le gouvernement britannique pour le détachement d'officiers et parce que l'influence britannique assure des conditions favorables aux firmes britanniques ». « C'est le seul endroit au monde où vous pouvez mener une guerre comme celle-ci, une guerre à grande échelle où peuvent être utilisées toutes les variétés d'armes ».

(Interview du général Kenneth Perkins, commandant en chef britannique en Oman, au « Times » de Londres, 18.12.75)

Bibliothèque de Sciences Po

Bibliothèque de Sciences Po

Pour s'informer, pour soutenir la lutte du peuple d'Oman...

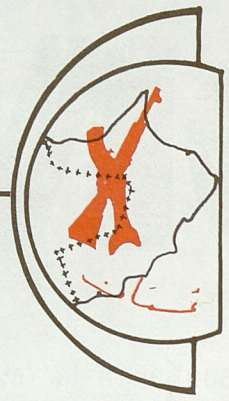
– **Un comité :** Comité de soutien à la révolution en Oman, BP n° 20, 75661 PARIS CEDEX 14. Des comités existent en province, nous écrire pour prendre contact.
– **Un bimestriel :** « Oman en lutte », des périodiques et des brochures en français, en arabe et en anglais. La liste des publications et le tarif des abonnements sont adressés sur demande à l'adresse du comité.
– **Un disque :** « Chants révolutionnaires d'Oman, du Yémen et d'Iran », 33 tours 30 cm où figurent des chansons enregistrées par les élèves des écoles du FPLO. Prix du disque 25 F + frais d'envoi 5 F, règlement à libeller à l'ordre du Comité, CCP n° 213150 PARIS.
– **Des films :** « L'heure de la libération a sonné » de H. Srour (V.O. arabe, 16mm optique couleur, 60mn). La vie de la population dans les zones libérées.
Disponibles à partir de juin 1976 :
« La révolution continue » de Samir Nimer (V.O. arabe, 16mm optique noir et blanc, 35mn). Film tourné dans les écoles établies par le Front populaire de libération d'Oman.
« C'est ma terre » de Fouad Al-Tihami (V.O. arabe, 16mm optique noir et blanc, 30mn). Le film montre les troupes présentes au Dhofar en opération : iraniennes, britanniques, jordaniennes, pakistanaises. Interviews d'officiers et du sultan.
Pour diffuser ces films s'adresser au Comité ou à Cinéma Libre, 22 rue du Faubourg du Temple, 75011 PARIS, tél. 355-66-88, permanences merc. 18-20 h et sam. 15-19 h.

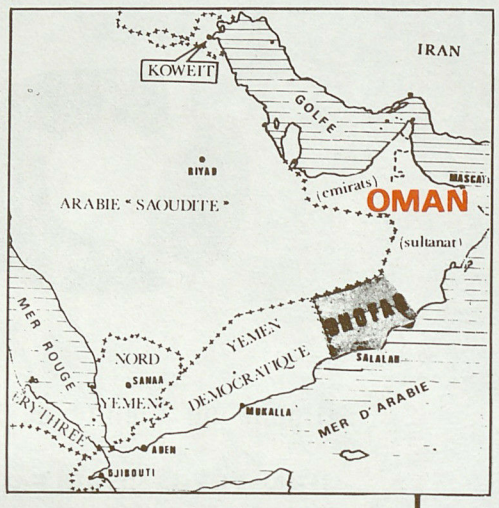
Esclavage, répression, génocide

« Plus les chiens ont faim plus ils obéissent » était la devise du sultan Saïd Ben Taymour. Celui-ci fut déposé en 1970 par les Britanniques et remplacé par son fils jugé plus « moderniste ». L'esclavage ne fut pas aboli mais le droit fut offert aux esclaves de solliciter leur affranchissement. Selon le ministre de la justice, quatre esclaves seulement ont demandé leur liberté, « preuve qu'ils ne sont pas malheureux ».

Huit cents prisonniers politiques - intellectuels, membres des organisations patriotiques clandestines, chefs de tribu opposés à la présence étrangère ou simple suspects - croupissent dans la sinistre forteresse Al-Jalali à Mascate. Les services de sécurité, dirigés par des experts britanniques, jordaniens et depuis peu iraniens, pratiquent la torture sur les détenus. Les opposants sont jugés et condamnés à huis-clos. Saoud Al-Marzouqi par exemple, arrêté en novembre 1974, fut torturé pendant cinq mois avant d'être exécuté en secret après avoir eu les dents arrachées et la langue brulée au fer rouge.

Au Dhofar, pour faire face à l'insurrection populaire, les technologies meurtrières mises au point par les Etats-Unis en Indochine sont maintenant massivement utilisées contre les habitants des zones libérées. Il s'agit d'appliquer l'adage du sultan : « Puisque les rebelles évoluent au sein de la population comme le poisson dans l'eau, il convient d'assécher le terrain afin de capturer facilement le poisson ». Aux bombardements quotidiens des habitations, des champs, des puits et des troupeaux s'ajoute un blocus économique total. Tout vise à transformer la province en un désert végétal, animal et humain.





Quelques dates...

1798 : *Premier traité entre la Grande-Bretagne et Oman pour écarter l'influence française.*
1871 : *La Grande-Bretagne envahit Mascate pour rétablir le pouvoir du sultan. Le pays devient une colonie de fait.*
1920 : *Le traité de Sib divise Oman en deux états, l'un gouverné avec l'appui britannique par la dynastie des Al- Bou Saïd, sur la côte, l'autre, à l'intérieur, gouverné par un Imam.*
1955 : *Les Britanniques occupent l'Oman intérieur après la découverte du pétrole, renversent l'Imam et créent le « Sultanat de Mascate et d'Oman ».*
1958 : *Un échange de lettres entre le sultan d'Oman et le gouvernement de Londres officialise l'assistance militaire britannique en échange de la location de bases.*
1957-1959 : *La population d'Oman intérieur se soulève contre l'occupation des Britanniques. Ceux-ci contre-attaquent avec trois compagnies de Highlanders, deux unités blindées, l'armée du sultan et les Trucial Oman Scouts. C'est finalement l'intervention de la RAF et de deux bataillons de troupes spéciales venues de Malaisie qui permet d'écraser la rébellion.*
9 juin 1965 : *A l'issue de son premier congrès, le Front de libération du Dhofar déclenche la lutte armée contre les troupes du sultan d'Oman et l'armée coloniale britannique.*
1967 : *Victoire du Front national de libération du Yémen du Sud sur le colonialisme britannique.*
1968 : *Le Front se nomme désormais « Front populaire de libération du golfe arabique occupé ». Il écarte la tendance régionaliste minoritaire et remet en question ses méthodes de lutte, ses structures et son idéologie au profit d'une stratégie globale à long terme.*
1970 : *Les conservateurs qui viennent d'arriver au pouvoir à Londres déposent le sultan Saïd Ben Taymour au profit de son fils Quabous pour tenter d'enrayer la popularité croissante du FPLGAO par quelques réformes.*
1971 : *Le 30 novembre, deux jours avant la proclamation de la Fédération des émirats du Golfe, créée de toutes pièces par la Grande-Bretagne sur une portion du territoire omani, les troupes du chah occupent trois îles stratégiques omanaises, à l'entrée du détroit d'Hormouz.*
1973 : *Déclenchement en décembre d'une intervention militaire directe contre les zones libérées du Dhofar.*
1974 : *Le Front devient le Front populaire de libération d'Oman qui se fixe comme tâche prioritaire de réaliser l'union de toutes les forces patriotiques contre l'intervention iranienne.*
Octobre 1974, décembre 1974 - janvier 1975, avril 1975, octobre 1975 - février 1976 : *Nouvelles offensives générales contre les zones libérées.*

Les objectifs de la révolution

- **Cessation de toute ingérence étrangère dans les affaires omanaises, annulation des traités inégaux qui lient le pays aux puissances tutrices.**
- **Démantèlement de toutes les bases étrangères et expulsion des troupes britanniques, iraniennes, pakistanaises, jordaniennes et autres.**
- **Suppresion du contrôle étranger sur l'économie qui a créé en Oman un des taux d'inflation les plus élevés au monde et qui a permis aux investissements spéculatifs à court terme de drainer hors du pays la plus grande partie des revenus pétroliers.**
- **Suppression du régime autocratique des sultans et établissement d'un régime démocratique.**
- **Libération immédiate de tous les prisonniers politiques.**
- **Liberté de presse et d'expression, liberté de créer des syndicats et des partis politiques.**
- **Etablissement d'une politique nationale indépendante fondée sur les principes du non-alignement.**

OMAN EN LUTTE, Direct. Pub. : M. Pellas.
Commission paritaire n° 57583 - Dépôt légal 2e trimestre 1976.
Impression GERMINAL 824-43-30.